

**CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) de l'Union des Industries de Traitements de Surfaces
MEMBRE DE LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES**

Les présentes CG représentent les usages du secteur du traitement et revêtement de surface des matériaux. A ce titre, elles ont fait l'objet d'un dépôt au Bureau des Usages du Tribunal de Commerce de Paris. Elles s'appliquent à l'ensemble des relations contractuelles entre « le Fournisseur » et la société cliente ci-après dénommée « le Donneur d'ordres ou DO », concernant tout contrat, tout commandement, et les commandes passées dans le cadre d'une « commande ouverte ». Conformément à l'article L441-6 du code de commerce, elles représentent le socle de la négociation commerciale.

Toute dérogation aux présentes conditions générales doit faire l'objet d'une acceptation écrite et écrite du DO. Elles font écho à toutes clauses contractuelles formulées d'une façon quelconque par le DO et qui n'auraient pas été acceptées expressément par écrit par le F. On entend par « écrit », au sens des présentes conditions générales, tout document établi sur support papier, ou par télécopie ou sous réserve d'accord préalable des deux parties, par voie électronique. Les contrats et commandes passés entre le F et le DO consistent en des prestations de service de travail à façon (ou façonnage) fabriqué et/ou traité sur la demande du DO et par conséquent, quelle que soit leur forme, répondent par nature à la qualification juridique de contrat d'entreprise.

1 - CONTENU ET FORMATION DU CONTRAT

1-1- Contenu du contrat
Font partie du contrat et ont le même caractère juridique que les documents contractuels :
- les présentes conditions générales,
- les conditions particulières acceptées par les deux parties, notamment le cahier des charges, dans la mesure où il a été expressément accepté,
- la commande acceptée par tout moyen, notamment par accusé de réception ou confirmation de commande,
- les documents du F concernant les présentes conditions générales.
- Les études, devis et documents techniques communiqués avant la formation du contrat et acceptés par les parties.
- Le bon de livraison
- la facture.

1-2- Cahier des charges, appel d'offre et offre
Tout appel d'offre, toute offre doit être assorti d'un cahier des charges techniques comportant les spécifications nécessaires et notamment la nature du matériau employé et les traitements qui auraient été réalisés, le cas échéant, été réalisés sur ce dernier. L'offre n'est considérée comme ferme que si elle est assortie d'un délai de validité. De même, toute modification du cahier des charges ou aux pièces-types soumise à titre de détail de la commande, pour entraîner la révision de l'offre en conséquence.

1-3- Commande
Le contrat est parfait sous réserve d'acceptation écrite de la commande par le F. L'acceptation de la commande se fait par tout moyen. Toute commande expressément acceptée par le F, fermée ou ouverte, sera réputée entraîner l'acceptation par le DO de l'offre du Fournisseur.

1-3-1- Commande fermée
La commande fermée précède de manière ferme les quantités, prix, délais et conditions logistiques.
1-3-2- Commande ouverte
Sans préjudice des conditions définies par l'article 1174 du code civil, la commande ouverte doit répondre aux conditions mentionnées ci-dessous.

- Elle est limitée dans le temps par le délai convenu.
- Elle définit les caractéristiques et le prix des produits. Au moment de la conclusion de la commande ouverte, les quantités maximales, minimales et les délais de réalisation sont prévus.
- Le cadencement des ordres de livraison définit des quantités précises et des délais qui s'inscrivent dans la fourchette de la commande ouverte. Si les corrections apportées par le DO aux estimations quantitatives prévisionnelles de l'échéancier de la commande ouverte résultent de ses ordres de livraisons s'écartant de plus de 15% du montant des dites estimations, le F évalue les conséquences de ces variations.
- En cas de variation à la hausse ou à la baisse, les parties se concerteront pour trouver une solution aux conséquences de cet écart, susceptibles de modifier l'équilibre du contrat et éventuellement du F.
- En cas de variation à la baisse les conditions notamment des délais devront être revues et le F fera son possible pour satisfaire la demande du DO dans des quantités et des délais compatibles avec ses capacités (de production, de transport, de sous-traitance, de personnel, financières, etc...)

1-3-3- Modification et annulation des commandes
Toute modification du contrat demandée par le DO est soumise à l'acceptation écrite et préalable du F. La commande écrite par le F ne peut être révoquée ; il ne peut donc l'annuler, à moins d'un accord expresse et préalable du F. Dans ce cas, le DO indemniser le F pour tous les frais engagés (notamment équipements spécifiques, frais d'étude, dépenses de main d'œuvre et d'approvisionnement outillages) et pour toutes les conséquences directes et indirectes qui en découlent. En outre, l'acompte déjà versé sera acquis au F.

2. PRIX
2.1 - A défaut d'accord des deux parties sur un prix, avant l'exécution du travail, le prix sera facturé par le F sur la base de sa proposition. A défaut de proposition chiffrée, le F appréciera le prix du façonnage en fonction de ses propres données et critères, le prix étant réglé par le Fournisseur.
Les prix sont établis hors taxes de détail d'usage.
Le prix correspond exclusivement aux produits et façonnages spécifiés à l'offre.
Les paiements ont lieu en euros sauf dispositions particulières prévues au contrat.
Un forfait de pré-encaissement, sous la forme d'un minimum de facturation, sera facturé par le F.

2.2 - Les prix s'appliquent aux seules opérations de façonnage, à l'exclusion de tous frais accessoires tels que : port, frais de livraison, emballages, contrôles spéciaux, certificats de conformité, assurances spécifiques, taxes, etc...
2.3 - Si l'exécution du contrat entraîne des dépens de révision de prix, une facture complémentaire de celle faite au moment de la livraison sera établie en fonction de la date de reprise des indices.

2.4 - Dans le cas de commandes répétitives la variation de la nature, de la qualité ou de la présentation du matériau de base ou des pièces entraîne une renégociation du prix.

3. DELAIS DE LIVRAISON
3.1 - Les délais de livraison courent à partir de la dernière des dates suivantes :
- date de l'acceptation définitive de la commande du DO,
- date d'arrivée effective de la commande de pièces à traiter ainsi que de tous les documents techniques ou éléments matériels nécessaires à la réalisation des façonnages,
- date d'acceptation des pièces prototypes,
- date de paiement de l'acompte éventuellement convenu.
Sauf accord contraire, le délai de livraison ou d'exécution est réputé être indicatif.

3.2 - Les délais contractuels seront prolongés pour toute cause ayant frappé le F ou le DO dans l'impossibilité de remplir ses obligations : cas de force majeure ou d'événements assimilables tels qu'intempéries, difficultés d'approvisionnement, arrêt de matériel de production, etc.
La partie défaillante doit informer l'autre de cette impossibilité dès sa survenance et l'une et l'autre doivent alors se concerter immédiatement pour convenir des dispositions à prendre.

3.3 - Lorsque les pièces ne sont pas enlevées par le DO dans un délai d'un mois après la notification de la mise à disposition, le F facturera des frais de magasinage et/ou de stockage en sus de ceux mentionnés aux risques et périls du DO. A défaut d'enlèvement dans un délai de deux mois à compter du délai prévu, le F aura la faculté de disposer de ces pièces ou de les détruire, sous réserve de faire notification au DO.

3.4 - Toute clause de pénalité ou de dédommagement pour non respect des délais de livraison ou d'exécution du façonnage ne pourront être appliquées par le DO que si elles ont fait l'objet d'un accord spécifique et écrit du F.

4. TRANSPORT
4.1 - D'une façon générale les conditions du F s'appliquent pour les pièces déposées et reprises en ses magasins ou ateliers par le DO.
Les marchandises voyagent aux frais et aux risques et périls du DO quel que soit l'origine des emballages ou le mode de transport. Cette disposition s'applique aux différents transports, à savoir aux pièces à l'arrivée ou au départ, quel que soient les lieux d'expédition ou de destination.

4.2 - Dans le cas de livraison de pièces par le DO au F, celui-ci doit être faite franco de port, sauf accord préalable. Le poids et la quantité des pièces mentionnés sur les bordereaux deexpédition ne sont tenus pour valables qu'après réception par le F.

4.3 - Emballages : sauf stipulation contraire, le DO devra livrer ses pièces convenablement emballées pour éviter tout détérioration en cours de transport. Ces emballages doivent pouvoir être réutilisés pour le rebreu.
En cas d'emballages défectueux ou insuffisants, le F est en droit de les remplacer et de les facturer, le DO en ayant été préalablement avisé.

4.4 - A retour des pièces traitées, il appartient au DO de faire, dès leur réception, tout contrôle et dépôt de quantité et de former éventuellement toutes réserves auprès du transporteur, sans que cela puisse d'ailleurs justifier un retard dans le règlement des factures du F.

4.5 - Si le F est chargé de procéder ou de faire procéder à l'expédition, il négociera qu'en tant que mandataire du DO, notamment en matière de paiement. Il est tabis fondé à faire enlever des débris et/ou des pièces propres à lui.
4.6 - Le DO, lorsqu'il fait appel aux services du transporteur ou commissaire, ou qu'il les désigne, doit faire connaître la solvabilité de ce transporteur ou commissaire et garantir le F contre les conséquences de sa défaillance.

4.7 - Dans le cas où le DO a fait appel à un commissaire ou transporteur pour l'enlèvement des marchandises à destination d'un tiers :
- ce tiers aura la qualité de destinataire au sens de l'article L 132-8 du Code de Commerce
- le DO aura la qualité de débiteur au sens de cet article et s'engage à signer la lettre de voiture.

5. CONDITIONS D'EXÉCUTION, DE RÉCEPTION ET DE GARANTIE
5.1. Conditions de réception
5.1.1 - Le F s'engage à effectuer ses façonnages conformément au contrat et dans le respect des règles de l'art, selon les conditions d'intervention et de garantie précisées au 5.1 ci-après.
5.1.2 - Pour mener à bien les opérations et en accord avec le DO, le F se réserve le droit de procéder à la destruction de pièces à titre de régle ou de contrôle en cours de fabrication ou de cette dernière.
5.1.3 - Pendant que les pièces sont entre les mains du F et notamment au cours de l'exécution du travail, la responsabilité du F est régie par les articles 1789 du Code Civil et suivants.

Sauf convention expresse contraire, la responsabilité du F est limitée à la perte de son travail sur les pièces perdues ou détériorées à moins qu'il ne soit prouvé un manquement grave aux règles de prudence, de compétence et de diligence normalement requises pour le F.
5.1.4 - Par application de l'article 1793 du Code Civil, si la matière confiée au F a vices cachés et a péri ou a été détériorée par suite de sa mauvaise qualité, la valeur du traitement ou durablement effectués par le F sera à la charge du DO. Plus généralement, si les pièces brutes remises par le DO ou définies par lui présentent des défauts de configuration ou de matière, le F ne pourra être tenu pour responsable des détériorations subies sur ces pièces et pourra facturer au DO l'ensemble des frais correspondants.

5.2. Conditions de réception
5.2.1 - Si il a été prévu une réception, les conditions doivent être précisées d'un commun accord lors de la commande. A défaut, elles sont régies par les conditions ci-après.

5.2.1.1 - Dans les ateliers du F
La réception aura lieu dans les ateliers du F à la date convenue entre les parties concernées.
Si le DO n'est ni présent ou n'est pas fait pas représenter aux essais de réception, celle-ci est néanmoins réputée avoir été effectuée contrairement.

5.2.1.2 - Chez le DO ou l'utilisateur
La réception peut toutefois à la demande du DO être effectuée chez lui ou chez l'utilisateur final après accord du F.
5.2.1.3 - Sur pièces ouvragées, après revêtement ou traitement
Aucun essai de réception ne peut avoir lieu après usage, montage ou installation, les pièces étant abris considérées comme réceptionnées et acceptées par le DO.

Toutefois, une dérogation écrite à cette règle peut être admise dans le cas où le défaut n'est pratiquement décelable que par l'usage ou le montage.
Si au cours de ces opérations, aucun défaut n'a été décelé, aucune réclamation n'est admise.

5.2.2 - Après réception, la responsabilité du F est dérogée pour tout défaut apparent ou que les moyens de contrôle utilisés les de livrables pièces auraient dû normalement déceler.
5.3 - Contrôle après livraison
5.3.1 - A défaut de réception prévu contrairement, la réception est réputée contradictoire et acceptée au termes des 48 heures après la mise à disposition et de toute façon avant leur utilisation ou leur montage dans un ens entreloué sous-ensemble.
5.3.2 - Après ce délai, la responsabilité du F est dérogée pour tout défaut apparent ou par tout défaut que les moyens de contrôle normalement utilisés en matière de ces pièces n'auraient pas permis de déceler.

La responsabilité du F est strictement limitée aux respect des spécifications du DO stipulées dans le cahier des charges ou dans toute autre document contractuel.
En effet, le DO est en mesure, de par sa compétence professionnelle dans sa spécialité et en fonction des moyens industriels de production dont il dispose, de définir avec précision l'usage en fonction de ses propres données industrielles ou de celles de ses clients et en fonction du type de matière à traiter, de l'usage qu'il destine à la pièce et du résultat industriel.

Le F devra accepter l'ouvrage demandé par le DO, dans le respect des règles de l'art de sa profession.
6. RÉCLAMATIONS
6.1 - Toute réclamation doit être effectuée par écrit, immédiatement après la découverte du défaut. Tous facilités doivent être accordés au F afin de reconnaître et limiter les conséquences de ce défaut.
6.2 - Une réclamation n'oblige pas le DO à effectuer lui-même ou à faire effectuer par un tiers, la réception des pièces litigieuses, sauf autorisation écrite du F.

7. RESPONSABILITÉ DU F EN CAS DE PERTES, DÉTERIORATIONS ET REBUTS DE PIÈCES
7.1 - En cas de perte ou détérioration de pièces au cours du travail ou de rebut pour des défauts reconnus par le F, ce dernier sera tenu au choix du DO soit de rétablir un avr correspondant au travail fourni, soit de réexécuter le travail à laide, lorsque c'est possible, des pièces dirigées, sinon avec de nouvelles fournies par le DO.
Si l'estroigné qu'une pièce est irremplaçable, les sous-traitants peuvent être amenés à participer à son remplacement pour un montant tout au plus égal à sa valeur hors taxes exprimée en prix de revient et être en aucun cas ne saurait excéder deux fois le prix du revêtement ou du traitement.

Pour pouvoir prétendre à une indemnisation complémentaire, le DO sera tenu de demander dès la formation du contrat et en conséquence de déclarer par écrit la valeur du bon de contrôle de manière à permettre l'évaluation du supplément de prix tenant à cette garantie complémentaire et de la prouver en chiffré.
7.2 - Les pièces dont le DO a obtenu le traitement sont retournées pour réception dans les ateliers du F. Dans ce cas, les frais tels que démontage, remontage et retrait sont à la charge du DO.
7.3 - A moins d'accord expresse du F, sa responsabilité est strictement limitée aux obligations ainsi définies et il ne sera tenu à aucune autre indemnisation pour quelque cause que ce soit.

8. CAS D'EXCLUSION DE RESPONSABILITÉ
8.1 - La responsabilité du F est exclue dans les cas suivants :
- s'il s'agit de la matière fournie ou imposée par le DO est défectueuse, non conforme à celle annoncée, non définie ou non adaptée au façonnage demandé ;
- dans le cas où le F n'aurait pas été maître ou informé des traitements effectués antérieurement à la remise des pièces ;
- en cas de défaut provenant soit de la géométrie des pièces, soit d'une conception ou d'un dépôt ou traitement imposés par le DO, soit d'une utilisation ou d'un stockage ou d'une maintenance imprévisibles des pièces traitées.

8.2 - En aucun cas le F ne pourra être tenu pour responsable des frais occasionnés par du matériel non conforme, expédiés châtiments après avoir été contrôlé et réceptionné comme étant expédition.
8.3 - Le F ne prendra aucun engagement en ce qui concerne les pièces prototypes ou d'essai pour lesquelles le DO prend l'entière responsabilité.

8.4 - Sur la demande du DO, le F peut faire des propositions en matière de traitement ou de revêtement. Le DO doit vérifier que ces propositions sont compatibles avec un bon fonctionnement en utilisation dont le F n'est pas maître.
9. RÉGLEMENT
9.1 - **Délais de paiement**
Conformément à l'article L441-6 du Code de Commerce et qu'il résulte de la loi de modernisation de l'économie (LME) n°2008-776 du 4 août 2008, le débiteur convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou quinze jours fin de mois si la loi de modernisation de l'économie n°2008-776 du 4 août 2008 est applicable, sauf accord expresse particulier, au 30e jour suivant la date d'émission de facture.

Tout clause ou demande tendant à fixer ou à obtenir un délai de paiement supérieur au délai convenu ou à céder à titre de faveur qui représente les usages professionnels des industries mécaniques, pourra être considérée comme abusive au sens de l'article L.429-6 17° du Code de Commerce et qu'il résulte de la loi de modernisation de l'économie n°2008-776 du 4 août 2008 est applicable, notamment d'un aménagement de délai pouvant aller jusqu'à deux mois de retard.

Les dates de paiement convenues contractuellement ne peuvent être remises ensemble unilatéralement par le DO sous quelque prétexte que ce soit y compris en cas de litige. Les paiements anticipés sont effectués sans escomptes ou accord particulier.
9.2 - Retard de paiement
Conformément à l'article L441-6 al 12 du Code de Commerce et qu'il résulte de la loi de modernisation de l'économie n°2008-776 du 4 août 2008, tout retard de paiement donne lieu à l'application d'un intérêt de retard égal au taux de refinancement le plus récent de la Banque Centrale Européenne majoré de dix points.

Tout retard de paiement dû de l'échéance entraîne, si bon semble au Fournisseur, la déchéance du terme contractuel, la totalité des sommes dues devant être immédiatement exigibles.
En cas de retard de paiement, le Fournisseur pourra exercer son droit de rétention sur toutes les pièces et outillages en sa possession (produits concrets ou fabriqués ou en cours de fabrication et fournitures connexes, outillages, etc) et procéder à la suspension des livraisons.
Le fait pour le F de se prévaloir de l'une et l'autre de ces dispositions ne le prive pas, dans le cas particulier d'un contrat de vente, de la faculté de mettre en œuvre la clause de réserve de propriété stipulée à l'article 9.4.

9.3 - Compensation des paiements
Conformément à l'article L441-6 du code de Commerce, le DO ne pourra déduire d'office ou facturer du F pour des sommes qui n'auraient pas été expressément reconnues par lui comme dues au titre de sa responsabilité.
Tout débit d'office constitue un impayé et donne lieu à l'application des dispositions qui s'appliquent aux retards de paiement. Seules les compensations opérées dans les conditions prévues par la loi sont possibles.

9.4 - Modification de la situation du DO
En cas de dégradation de la situation du DO constatée par des renseignements financiers et attestée par un retard de paiement ou quand la situation financière diffère sensiblement des données mises à disposition, la livraison n'aura lieu qu'en contrepartie d'un paiement immédiat.
En cas de vente de cession, de remise en nantissement ou d'apport en société de son fonds de Commerce, ou d'une partie significative des actifs ou des biens matériels par le DO, comme aussi dans le cas de non respect des délais de paiement ou dans le cas où la traite n'est pas revenue avec acceptation dans les sept jours de son envoi, le Fournisseur se réserve le droit et sans mise en demeure :
- de prononcer la déchéance du terme et en conséquence l'exigibilité immédiate des sommes encausées dues à quelque titre que ce soit ;
- de suspendre toute livraison ou tout façonnage ;
- de constater d'une part la résolution de l'ensemble des contrats en cours et de pratiquer d'autre part la rétention des comptes perçus, des outillages et pièces détenues, jusqu'à l'atation de l'indemnité éventuelle.

9.5 - Réserve de propriété
Pour le cas où le F fournirait la matière en sus de son travail et pourrait être considéré comme vendeur, il est stipulé que le transfert de propriété n'intervient qu'après règlement intégral des sommes dues. Le travail sera considéré comme un contrat de fabrication de produits spécifiques sur cahier des charges.
Toutefois, dès la livraison des produits, le DO devient responsable de leur bonne conservation et doit procéder à leur assurance.

10 - APPLICATION DE LA LOI SUR LA SOUS-TRAITANCE
Quand le contrat conclut s'inscrit dans une chaîne de contrats d'entreprises au sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, le DO a l'obligation égale de faire accepter le F par son propre DO. Il a également l'obligation de faire accepter les conditions de paiement du F par celui-ci.

Le DO, s'il n'est pas lui-même le client final, s'engage à exiger de celui-ci le respect des formalités requises par la loi de 1975. Conformément à l'article 3 de cette loi, l'absence de présentation ou d'agrément entraîne l'impossibilité pour le DO d'invoquer le contrat à l'encontre du F. Cette impossibilité vise notamment les mises en cause relatives aux éventuels défauts de conformité au cahier des charges. Toutefois, conformément au dit article, le DO reste tenu envers le F, son sous-traitant, d'exécuter ses obligations contractuelles.

Par ailleurs, le DO doit, s'il a connaissance de l'existence d'un sous-traitant, mettre en demeure l'entrepreneur de respecter les obligations issues de la loi. A défaut, il engage sa responsabilité au titre de l'article 14-1 de la loi de 1975.
Au titre des présentes conditions générales, la loi de 1975 est considérée comme loi de police internationale applicable par l'intermédiaire du DO aux clients français quel que soit le pays où ils sont établis.

11 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, CONFIDENTIALITÉ
Le F conserve l'ensemble de la propriété intellectuelle et le savoir-faire liés aux outillages, séquences ou procédés qu'il met en œuvre.
La participation totale ou partielle du DO au coût de l'outillage n'entraîne ni le transfert de la propriété de l'outillage, ni le transfert de la propriété intellectuelle et du savoir-faire qui sont attachés.
Tous les documents remis au DO et notamment les documents techniques, sont confidentiels et le DO s'engage à garder la plus stricte confidentialité sur les informations qui leur sont confiées.

12 - ATTRIBUTION DE JURDICTION
En cas de contestation, les parties recherchent une conciliation, éventuellement par l'intermédiaire de leurs organisations professionnelles respectives.
Au cas où cette conciliation s'avérerait impossible, la contestation sera soumise au tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du F.

Ses conditions sont déposées au Bureau des usages professionnels du Tribunal de Commerce de Paris au nom de l'UNION DES INDUSTRIES DE TRAITEMENTS DE SURFACES